

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 51/173/2005 – ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 221/05 (AMR 51/133/2005 du 24 août 2005) et sa mise à jour (AMR 51/144/2005 du 9 septembre 2005)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

PEINE DE MORT

ÉTATS-UNIS (OHIO)

John Spirko (h)

Londres, le 1^{er} novembre 2005

Le Comité des grâces et des libérations conditionnelles de l'Ohio s'est prononcé contre une mesure de clémence à l'égard de John Spirko, dont l'exécution reste prévue le 15 novembre.

Le 19 octobre, le Comité s'est prononcé, à six voix contre trois, en défaveur d'une grâce. Selon des informations relayées par la presse, les trois membres minoritaires du Comité ont estimé que le doute était trop fort pour approuver cette exécution. Ils se seraient déclarés troublés par des éléments de preuve cruciaux qui n'ont jamais été présentés au jury, et qui montrent que le coaccusé de John Spirko, Delaney Gibson (inculpé mais jamais jugé, puisque toutes les charges retenues contre lui ont été abandonnées), se trouvait à 800 kilomètres du lieu du meurtre au moment des faits. Ils auraient également émis des doutes quant à la crédibilité d'un enquêteur clé du ministère public. L'avocat de John Spirko a formé devant des tribunaux fédéraux un recours fondé sur ces différents éléments.

Selon les informations recueillies, William Sessions, ancien juge fédéral qui œuvre activement en faveur du respect de procédures offrant toutes les garanties requises dans les affaires de crimes passibles de la peine capitale, ainsi que deux juges fédéraux à la retraite et un ancien procureur fédéral se sont déclarés préoccupés par le fait que John Spirko avait été déclaré coupable puis condamné à la peine capitale.

John Spirko a été condamné à mort en 1984 pour l'enlèvement et le meurtre de Betty Jane Mottinger, tuée en août 1982. John Spirko nie être l'auteur de cet homicide. En outre, il n'existe aucune preuve matérielle ou médico-légale de son implication dans ce crime. Lors du procès en première instance, le ministère public avait accusé John Spirko et Delaney Gibson, son meilleur ami et ancien compagnon de cellule, d'avoir commis le crime ensemble, mettant en avant le témoignage selon lequel Delaney Gibson avait été vu près du bureau de poste où travaillait Betty Jane Mottinger le jour de sa disparition.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Amnesty International s'oppose à la peine de mort en toutes circonstances, que les accusés soient innocents ou coupables des faits qui leur sont reprochés. Chaque exécution est une insulte à la dignité humaine et le symptôme d'une culture de violence plutôt qu'une solution à ce fléau. Il n'a jamais été prouvé que la peine capitale ait un effet plus dissuasif sur la criminalité que les autres châtiments, en outre, elle interdit toute réinsertion ou réconciliation. Qui plus est, le système américain d'application de la peine capitale est frappé au coin de l'arbitraire, entaché de discrimination et marqué par de nombreuses erreurs judiciaires. Les autorités américaines sont souvent allées à l'encontre des normes internationales en exécutant des personnes dont la culpabilité n'était pas avérée.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par le fait que la date d'exécution de John Spirko a été fixée au 15 novembre ;

– faites part de votre compassion pour la famille et les amis de Betty Jane Mottinger et dites que vous ne cherchez aucunement à excuser le crime qui lui a coûté la vie ni à minimiser les souffrances qu'il a causées ;

– déclarez-vous inquiet à l'idée que le ministère public ait pu présenter un dossier incomplet contre John Spirko en première instance ;

– soulignez que les trois membres minoritaires du Comité des grâces et des libérations conditionnelles de l'Ohio se sont dits troublés par les doutes qui subsistaient dans cette affaire, et qu'ils ne pouvaient se résoudre à approuver l'exécution ;

– appelez le Gouverneur Taft à commuer la peine prononcée contre John Spirko.

APPELS À :

Gouverneur de l'État de l'Ohio :

Governor Bob Taft
30th Floor
77 South High Street
Columbus, Ohio 43215-6117
États-Unis

Fax : +1 614 466 9354

Formule d'appel : *Dear Governor,* / Monsieur le Gouverneur,

COPIES aux représentants diplomatiques des États-Unis dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 15 NOVEMBRE 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*